**

# CONSEIL MUNICIPAL DU 11 JANVIER 2022

* **Acquisition parcelle E612 – La Poste – Création d’une servitude de passage**

Monsieur le Maire rappelle aux conseillers municipaux que la commune par délibération D-2021-8-2 du 12 octobre 2021, validait l’acquisition de la parcelle E 612 appartenant à La Poste (SCI BP). La Poste et Me C. nous indiquent qu’il serait nécessaire de créer une servitude de passage pour répondre à la demande du futur acquéreur du bâtiment de La Poste. En effet l’acquéreur ne veut pas prendre le risque de ne plus avoir d’accès à la parcelle E 610.

À l’unanimité, le Conseil Municipal AUTORISE la création d’une servitude de passage sur les parcelles cadastrées section E 611, 614, 629 (appartenant déjà à la commune) et E 612 (acquise par la commune) au profit de la parcelle E 610 appartenant à la SCI BP, AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document et acte y afférent et VALIDE l’intégration des parcelles cadastrées section E 611, 614, 629 (appartenant déjà à la commune) et E 612 (acquise par la commune) dans le domaine public communal.

**2. Avenant n°1 à la convention du 27 mai 2019 relative à l’aménagement de « Chez Besson » sur la Route Départementale n°7**

Monsieur le Maire rappelle à l’assemblée que la commune a signé le 27 mai 2019 avec le Département de la Charente, une convention relative à l’aménagement de sécurité dans la traverse du village de « Chez Besson » sur la Route Départementale n°7.

Monsieur la Maire agissant pour le compte de la commune de Roullet St-Estèphe sollicite l’autorisation de réaliser l’installation d’une seconde écluse à l’entrée ouest du village de « Chez Besson » conformément aux plans joints en annexe.

Il convient donc de modifier par un avenant la convention précitée afin de compléter les dispositions des articles 4 et 6 et de l’annexe 1 de la convention, portant autorisation à la commune de Roullet St-Estèphe d’installer et d’entretenir des aménagements de sécurité sur le domaine public départemental, par l’ajout de la référence du plan ci-dessous :

* Commune de Roullet St-Estèphe – route départementale n°7 – Plan de signalisation définitive en date du 08/10/2021.

À l’unanimité, le Conseil Municipal AUTORISE Monsieur le Maire à signer l’avenant n°1 à la convention du 27 mai 2019 relative à l’aménagement de « Chez Besson » sur la Route Départementale n°7 et AUTORISE le lancement d’aménagement de « Chez Besson »

* **Plan de financement du projet de terrain multisports**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que, comme exposé en préambule, il est prévu de réaliser en 2022 la phase 1 du projet de terrain multisports sur le secteur de Monplaisir.

Le coût total des travaux estimés s’élève à un montant de à 295 000€ HT, hors maîtrise d’œuvre et aléas (soit 354 000€ TTC).

Afin de pouvoir demander une subvention au titre de l’État, la CAF, le Département, GrandAngoulême, l’ANS et la région, le Conseil Municipal doit acter le plan de financement de l’opération :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Dépenses** | | **Recettes** | |
| **Postes** | **Libellé** | **Montant (HT)** | **Libellé** | **Montant (HT)** |
| **1** | Terrassement, Sanitaires, Stationnement | 167 000,00 € |  |  |
| **1bis** | Sécurisation du site | 20 000,00 € | CAF (postes 2 et 3) | 25 000,00 € |
| **2** | Terrain Multisport installé | 50 000,00 € | Département | 25 000,00 € |
| **3** | Module Jeux 0-6 ans installé | 31 000,00 € | GrandAngoulême | 20 000,00 € |
| **4** | Combo Fitness installé | 10 000,00 € | ANS | 20 000,00 € |
| **5** | Éclairage Public | 17 000,00 € |  |  |
| **6** |  |  | Autofinancement | 205 000,00 € |
|  |  |  |  |  |
| **Coût HT (hors maîtrise d'œuvre et aléas)** | | **295 000,00 €** |  | **295 000,00 €** |

À l’unanimité, le Conseil Municipal ADOPTE le plan de financement présenté. Sachant que

Monsieur le Maire a reçu délégation du Conseil Municipal pour demander des subventions, il

est de sa seule compétence de déposer le dossier de subvention.

# CONSEIL MUNICIPAL DU 08 FEVRIER 2022

1. **Raccordement électrique réalisé dans le cadre de la taxe d’aménagement – Prise en charge par la commune**

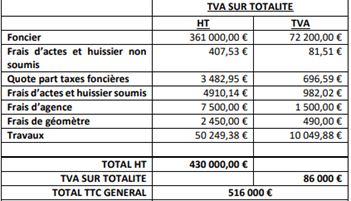
Monsieur le Maire informe les conseillers municipaux que Monsieur V. a déposé un permis de construire PC1628721C0047 dans le but de construire une maison rue Loutet sur les parcelles E 123 -881. Dans son avis du 15 décembre 2021, le SDEG informe la commune qu’une extension de 100 ml pour un montant de 2 750€, sera nécessaire si le raccordement de la maison est réalisé par la rue Loutet. Considérant que la parcelle voisine E 126 d’une surface de 4700 m2 est constructible et que ce branchement pourra servir également à l’aménagement de cette parcelle, le financement de l’extension peut être pris en charge par la commune.

A l’unanimité, le Conseil Municipal VALIDE la décision de prendre à la charge de la commune l’extension du réseau électrique de 100 ml pour un montant de 2 750€ rue Loutet et AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document y afférent.

1. **Validation prix cession des parcelles cadastrées section E n°645, 760 et 864**

Monsieur le Maire indique que par convention, l’EPF est propriétaire des parcelles cadastrées section E n°645, 760 et 864, situées 16-18 rue Nationale et Le Bourg de Roullet Saint-Estèphe.

Après appel à projets remporté par le groupe AMETIS pour l’aménagement et la valorisation des parcelles, il a été convenu que l’EPF céderait les biens à AMETIS au prix de 430 000€ HT (516 000€ TTC), répartis comme suit :



A l’unanimité, le Conseil Municipal DONNE son accord à l’EPF pour la cession à AMETIS, VALIDE le prix de cession à 430 000€ HT, tel que cela a été négocié au préalable et AUTORISE Monsieur le Maire à signer la validation du prix de cession

1. **Validation du procès-verbal de retour des biens nécessaires à l’exercice de la compétence « Création ou aménagement et entretien de la voirie d’intérêt communautaire »**

Monsieur le Maire informe l’Assemblée que par délibération du 12 décembre 2016, le Conseil Communautaire de l’ex communauté de communes, Charente-Boëme-Charraud, restitue à la Commune la compétence voirie dont elle avait la compétence jusqu’à cette date.

Puis, par arrêté préfectoral du 16 décembre 2016, a été créée la communauté d’agglomération de GrandAngoulême par fusion des communautés de communes de Braconne-Charente, Charente-Boëme-Charraud et Vallée de l’Échelle et de la communauté d’agglomération du GrandAngoulême avec prise d’effet au 1er janvier 2017.

Il s’agit donc ici de constater le retour de la voirie initialement mise à disposition, par voie de procès-verbal du 06 janvier 2003 avec la commune de Roullet St-Estèphe.

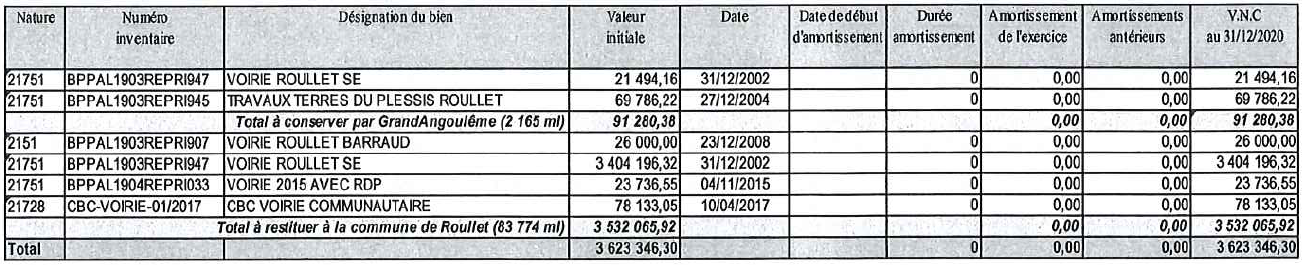
GrandAngoulême remet donc à la commune, l’ensemble de la voirie communale, soit un linéaire de 85 939 ml, diminué du linéaire de voirie interne des zones d’activité (le Plessis, Fontaines Est et Gutenberg) soit 2 165 ml, dont la gestion et l’entretien demeurent compétence de GrandAngoulême. La commune se voit donc restituer un total de 83 774 ml.

La restitution des biens entraîne le rétablissement de la Commune dans tous ses droits et obligations, en matière d’emprunt, d’assurance ou de marchés conclus pour l’aménagement, l’entretien et la conservation des biens remis, ainsi que pour le fonctionnement des services.

La restitution met fin à la substitution à la Commune dans les droits et obligations découlant pour celle-ci à l’égard des tiers de l’octroi de concessions ou d’autorisations de toute nature sur tout ou partie des biens remis ou de l’attribution de ceux-ci en dotation.

Les opérations de retour des biens mis à disposition sont des opérations d’ordre non budgétaire.

Au 31/12/2020, la valeur nette comptable (VNC) de la voirie pour la Commune est de 3 623 346,30€, selon le tableau ci-dessous :



GrandAngoulême garde donc la somme de 91 280,38€ pour 2 165 ml de voirie interne des zones d’activités. Le reste, soit 3 532 065,92€ est restitué à la Commune de Roullet St-Estèphe.

A l’unanimité, le Conseil Municipal APPROUVE la restitution de la compétence voirie à la commune, APPROUVE la valeur nette comptable de la voirie de la Commune et AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents afférents.

1. **Approbation compte de gestion du budget principal de la commune**

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et que le conseil municipal ne peut valablement délibérer sur le compte administratif du maire sans disposer de l'état de situation de l'exercice clos dressé par le trésorier municipal.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2021 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées.

A l’unanimité, le Conseil Municipal APPROUVE le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2021. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

1. **Approbation du compte administratif du budget communal 2021**

Avant la séance de débat puis de vote, le Conseil Municipal doit élire son président de séance.

*C'est Monsieur Gilles MOUSSION qui préside la séance et anime le débat.*

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget, des réalisations effectives en dépenses et en recettes. Il présente le résultat comptable de l’exercice et est soumis par Monsieur le Maire pour approbation, au Conseil Municipal, qui l’arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l’année qui suit la clôture de l’exercice.

Le Conseil Municipal examine le compte administratif 2021 de la Commune qui s'établit comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Section de fonctionnement | Section d'investissement |
| Recettes | 3 368 902,60 | 1 201 557,90 |
| Dépenses | 3 114 113,73 | 1 339 890,16 |
| Résultat de l'exercice | 254 788,87 | -138 332,26 |
| Report antérieur | 1 527 801,99 | 423 126,70 |
| Résultat cumulé | 1 782 590,86 | 284 794,44 |
| Restes à réaliser (R-D) |  | -298 688,15 |

Conformément à l’article L.2121-14 du CGCT, le Maire peut assister à la partie de la séance au cours de laquelle le Conseil Municipal examine et débat du compte administratif qu’il soumet au vote, cependant il doit se retirer au moment de ce dernier.

*Monsieur Gilles MOUSSION procède au délibéré :*

A l’unanimité, le Conseil Municipal VALIDE ce compte administratif.

1. **Affectation du résultat de l’exploitation de l’exercice 2021 – budget principal**

Monsieur le Maire expose à l’assemblée que le compte administratif fait apparaitre :

* Un excédent de fonctionnement de : 254 788,87€
* Un excédent reporté de : 1 527 801,99€

**Soit un excédent cumulé de :** **1 782 590,86€**

* Un excédent d’investissement cumulé de : 284 794,44€
* Un déficit des restes à réaliser de : 298 688,15€

Soit un besoin de financement de : 13 893,71€

RESULTAT D’EXPLOITATION AU 31/12/2021 : **1 782 590,86€**

AFFECTATION OBLIGATOIRE A LA COUVERTURE D’AUTOFINANCEMENT (1068) : 13 893,71€

EXCEDENT REPORTE DE FONCTIONNEMENT (002) : 1 768 697,15€

EXCEDENT D’INVESTISSEMENT REPORTE (001) 284 794,44€

Le Conseil Municipal, à l’unanimité APPROUVE cette affectation du résultat.

1. **Approbation compte de gestion du budget annexe « énergie photovoltaïque »**

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et que le conseil municipal ne peut valablement délibérer sur le compte administratif du maire sans disposer de l'état de situation de l'exercice clos dressé par le trésorier municipal.

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2021 pour le *budget annexe « Energie photovoltaïque »,* les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Le Conseil Municipal, à l’unanimité APPROUVE le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2021. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

1. **Approbation du compte administratif du budget annexe « énergie photovoltaïque**

Monsieur le Maire présente le compte administratif 2021 du budget « énergie photovoltaïque ».

Avant la séance de débat puis de vote, le Conseil Municipal doit élire son président de séance.

*C'est Monsieur Gilles MOUSSION qui préside la séance et anime le débat.*

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget, des réalisations effectives en dépenses et en recettes. Il présente le résultat comptable de l’exercice et est soumis par Monsieur le Maire pour approbation, au Conseil Municipal, qui l’arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l’année qui suit la clôture de l’exercice.

Le Conseil Municipal examine le compte administratif 2021 du budget annexe « énergie

photovoltaïque » qui s'établit comme suit, conformément au document de synthèse présenté :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Section de fonctionnement | Section d'investissement |
| Recettes | 2397.08 | 3 519 |
| Dépenses | 3562.04 | 0 |
| Résultat de l'exercice | * 1164.96 | 3519 |
| Report antérieur | 4 041.57 | 526.93 |
| Résultat cumulé | 2 876,61 | 4 045,93 |
| Restes à réaliser (R-D) |  |  |

Conformément à l’article L.2121-14 du CGCT, le Maire peut assister à la partie de la séance au cours de laquelle le Conseil Municipal examine et débat du compte administratif qu’il soumet au vote, cependant il doit se retirer au moment de ce dernier.

Le Conseil Municipal, à l’unanimité VALIDE ce compte administratif.

1. **Affectation du résultat d’exploitation de l’exercice 2021 du budget annexe « énergie photovoltaïque »**

Monsieur le Maire expose à l’assemblée que le compte administratif fait apparaitre :

* Un déficit de fonctionnement de : 1 164,96€
* Un excédent reporté de : 4 041.57€

Soit un excédent cumulé de : 2 876,61€

* Un excédent d’investissement cumulé de : 4 045,93€
* Un déficit des restes à réaliser de : 0€

Soit un besoin de financement de : 0€

RESULTAT D’EXPLOITATION AU 31/12/2021 : 2 876,61€

AFFECTATION OBLIGATOIRE A LA COUVERTURE D’AUTOFINANCEMENT (1068) 0€

EXCEDENT REPORTE DE FONCTIONNEMENT (002) 2 876,61€

EXCEDENT D’INVESTISSEMENT REPORTE (001) 4 045,93€

Le Conseil Municipal, à l’unanimité APPROUVE cette affectation du résultat.

1. **Validation du rapport de la CLECT**

Monsieur le Maire informe l’assemblée que la Commission Locale d’Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du GrandAngoulême a transmis son rapport suite à la réunion du 6 décembre 2021, concernant l’évaluation des différents transferts de compétences intervenus depuis le 1er janvier (cf annexe).

S’agissant plus spécifiquement de Roullet Saint Estèphe, la commune est concernée par l’évaluation du transfert de charge pour la compétence :

* Montant des attributions de compensation temporaires membres versées en 2021 par la communauté de GrandAngoulême :
  + 201 282,70€ en investissement
  + 421 488,36€ en fonctionnement
* Restitution de la commune vers GrandAngoulême :
* 4 942,40€ en investissement
* 2 098,20€ en fonctionnement
* Nouveaux temps périscolaires issus du décret du 26 janvier 2013 et garderies périscolaires :
  + 58 818€.

Le Conseil Municipal, à l’unanimité APPROUVE le rapport de la CLECT présenté et AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents afférents.

1. **Participation financière - 1er trimestre 2022**

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que dans l’attente du vote du budget, une délibération doit être prise pour permettre le paiement des contributions dues pour le 1er trimestre 2022 afin de ne pas retarder leur paiement. Cela concerne la scolarisation d’un enfant. Une dérogation a été accordée car la fratrie fréquente le même établissement.

En effet, les contributions versées aux organismes de regroupement doivent faire l'objet d'une décision budgétaire, qui sera reprise ensuite au budget primitif 2022, à l’imputation 65548.

Monsieur le Maire précise que cela concerne essentiellement la participation obligatoire pour la commune de Saint-Yrieix au titre de la répartition intercommunale des charges de fonctionnement école.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Organisme** | **Objet** | **Vote de janvier**  **à mars 2022** |
| Commune de Saint-Yrieix  (Délibération n°D\_2021\_9\_6) | Répartition intercommunale des charges de fonctionnement école – année 2021 | **442,21€** |

Le Conseil Municipal, à l’unanimité ADOPTE le montant des participations précitées pour la période de janvier à mars 2022 et DIT que les crédits correspondants seront repris au budget primitif, pour être intégrés dans le montant annuel des contributions.

1. **Adhésion au prochain groupement de commande pour la collecte et le traitement des biodéchets**

La Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte, loi LTECV 2015-992 du 17 août 2015, par son article 70, formule le principe (déjà obligatoire depuis le 01/01/16 si >10 tonnes/an, code de l’environnement) du tri à la source des biodéchets à l’ensemble des producteurs de déchets et fixe une date de remise en œuvre au 1er janvier 2024.

Ainsi donc, le 1er janvier 2024, le tri à la source des biodéchets deviendra obligatoire pour tous les producteurs de déchets, ménages, entreprises ou encore collectivités. En d’autres termes, les biodéchets seront interdits dans les sacs noirs.

Le groupement de commande relatif à la collecte et au traitement des biodéchets arrive à échéance le 04 juin 2022.

La Commune de ROULLET ST-ESTEPHE est soumise au code de la commande publique pour ses besoins en matière de services de collecte et de traitement de ses déchets. La mutualisation des procédures d’achat peut permettre d’effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et d’obtenir de meilleurs tarifs par des économies d’échelle.

L’acte constitutif de groupement de commandes précise notamment que :

* L’adhésion et le retrait d’un membre sont libres. L’adhésion peut intervenir à tout moment mais un nouveau membre ne saurait prendre part à un accord-cadre ou un marché en cours de consultation ou d’exécution au moment de son adhésion.
* Les membres communiquent au coordonnateur leurs besoins.
* Le coordonnateur est chargé d’assister les membres dans le recensement de leurs besoins, d’élaborer les dossiers de consultation, de sélectionner les titulaires, de signer et notifier les accords-cadres ou les marchés ;
* La Commission d’Appels d’Offres chargée de l’attribution des accords-cadres sera celle du coordonnateur ;
* Les membres s’engagent à assurer l’exécution et le règlement financier des accords-cadres ou marchés dont ils sont partie prenante, avec la (ou les) entreprise(s) retenue(s).
* La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à indemnisation.

Par 12 voix POUR et 15 ABSTENTIONS, le Conseil Municipal APPROUVE l’acte constitutif, approuvé par le bureau communautaire de Grand Angoulême, du groupement de commandes pour la collecte séparative et le traitement des biodéchets, ACCEPTE que le rôle de coordonnateur du groupement soit à la charge de la Communauté d’agglomération du GrandAngoulême et AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à ce dossier.

1. **Rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif**

Monsieur le Maire présente les rapports annuels de GrandAngoulême relatifs aux prix et à la qualité des services publics de l’eau potable, de l’assainissement collectif et non collectif.

Le Conseil Municipal, à l’unanimité ADOPTE ces rapports.

# CONSEIL MUNICIPAL DU 08 MARS 2022

1. **Nouvelles voies Lotissement « Les Charmes » et Lotissement « Les Hauts de Meurouge »**

Monsieur le Maire informe l’assemblée qu’il est nécessaire de créer de nouvelles voies dans les lotissements Les Charmes PA 16287 18 C0001 et Les Hauts de Meurouge PA 16287 20 C0001, des permis de construire ayant récemment été délivrés.

Ces voies étant privées, il a été proposé des noms aux deux lotisseurs qui ont validé la proposition faite.

Lotissement Les Charmes :

* Allée des Charmes
* Allée des Poètes
* Allée des Cendrilles (mésange)

Lotissement Les Hauts de Meurouge :

* Rue Les Hauts de Meurouge

À l'unanimité le Conseil Municipal VALIDE les propositions de nomination des voies suivantes:

Lotissement Les Charmes :

- Allée des Charmes

- Allée des Poètes

- Allée des Cendrilles

Lotissement Les Hauts de Meurouge :

- Rue Les Hauts de Meurouge

1. **Avenant n°2 à la convention opérationnelle n°16-19-096 d’action foncière pour la requalification d’un entrepôt en vue d’une opération mixte.**

Monsieur le Maire rappelle à l’assemblée que la commune a signé le 20 mai 2019 avec GrandAngoulême et l’EPF une convention opérationnelle visant la maitrise foncière d’un entrepôt sur lequel était exercée une activité de dépôt vente et de montage de pneumatique. Laissé en friche depuis plusieurs années, la commune a souhaité l’intervention de l’EPF pour sa résorption et le développement d’une opération à vocation commerciale et habitat.

Le 10 mars 2020 l’EPF a acquis l’entrepôt objet de la convention et a lancé des travaux nécessaires aux études de démolition et de dépollution du site.

Par ailleurs, le 11 février 2020, l’EPF a préempté une propriété adjacente à l’entrepôt objet de la convention n°16-19-096. Cette propriété était une opportunité permettant de détenir une plus grande emprise foncière mais surtout de bénéficier d’une véritable visibilité depuis la rue principale de la commune pour le futur projet global une fois l’entrepôt objet de la convention n°16-19-096 démoli.

L’acquisition par préemption a été permis sous l’égide de la convention n°16-19-046 mais a été rattaché à la présente convention opérationnelle par voie d’avenant n°1 signé le 24 février 2021.

Il s’avère que les deux propriétés maitrisées sous l’égide de la convention n°16-19-046 joutent le périmètre de la propriété de l’entrepôt objet de la convention n°16-19-096. Aussi, le présent avenant de la convention n°16-19-096 vise à constituer un seul et unique cadre conventionnel relatif à ce projet global concernant le bourg de la commune de Roullet Saint Estèphe.

Il convient donc de modifier par un avenant les conventions opérationnelles précitées, afin de modifier le périmètre d’intervention, modifier le montant d’engagement financier de la convention opérationnelle n°16-19-096 à hauteur d’un million d’euros, transférer les dépenses engagées au titre de la convention n°16-19-046 pour la convention n°16-19-096 et portant sur les opérations n°16-19-046-002 et n°16-19-46-003.

À l'unanimité, le Conseil Municipal AUTORISE Monsieur le Maire à signer l’avenant n°2 à la convention opérationnelle n°16-19-096.

1. **Avenant n°3 à la convention opérationnelle n°16-19-096 d’action foncière pour la requalification d’un entrepôt en vue d’une opération mixte.**

Monsieur le Maire rappelle à l’assemblée que la commune de Roullet-Saint-Estèphe et l’EPF ont signé le 20 mai 2019 une convention opérationnelle (n°16-19-096) visant la maîtrise foncière d’un ensemble foncier en vue de sa reconversion pour le développement d’une opération mixte à vocation commerciale et de logements.

Dans le cadre d’une consultation d’opérateurs, le Groupe AMETIS a été retenu pour la requalification de ce tènement foncier. Ce projet est structurant et a également vocation à redynamiser le centre-bourg avec l’arrivée d’une nouvelle population et l’installation de nouveaux commerces et services de proximité.

La commune de Roullet-Saint-Estèphe étant déficitaire au titre de la loi SRU, l’offre de logements intègrera 100 % de logements locatifs sociaux, dont une part destinée aux séniors.

En sus des acquisitions foncières, ce projet a nécessité de lourds travaux de démolition et de dépollution.

Ainsi, par délibération n°CA-2020-33 en date du 24 novembre 2020, le conseil d’administration de l’EPF a approuvé l’attribution d’une minoration foncière SRU à hauteur de 60 000 €.

Cette minoration foncière a fait l’objet d’un avis favorable du contrôleur général économique et financier.

Par ailleurs, pour l’intérêt du projet, il appartient à la commune de procéder au déclassement du parking communal adjacent pour acquisition par l’EPF en vu d’une cession globale au groupe AMETIS.

Il convient donc de modifier par un avenant afin d’intégrer l’octroi de cette minoration foncière SRU dans la convention opérationnelle ainsi que la modification du périmètre de réalisation

À l'unanimité, le Conseil Municipal AUTORISE Monsieur le Maire à signer l’avenant n°3 à la convention opérationnelle n°16-19-096.

1. **Approbation de l’acte constitutif du groupement de commandes de GrandAngoulême pour les services de formation professionnelle du personnel**

Monsieur Le Maire informe les membres du Conseil Municipal que d**ans un intérêt commun, GrandAngoulême souhaite proposer à ses communes membres de constituer un groupement de commandes, afin de lancer conjointement un accord-cadre de formation professionnelle du personnel, sur le fondement des articles L.2113-6 et s. du Code de la commande publique.**

**L'accord-cadre est alloti et se décompose comme suit :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N° du lot** | **Intitulé** | **Montant maximum annuel HT** |
| **1** | **Formations à la conduite en sécurité d’engins** | **100 000,00 €** |
| **2** | **Formations ACUS** | **50 000,00 €** |
| **3** | **Formations à la conduite de véhicules (permis C/EB/EC)** | **40 000,00 €** |
| **4** | **Formations obligatoires à la conduite de véhicules (FCO/FIMO)** | **50 000,00 €** |
| **5** | **Formations préparatoires aux habilitations électriques (initiales et recyclage)** | **40 000,00 €** |
| **6** | **Formations préparatoires aux habilitations de monteur et aide monteur d’échafaudage** | **5 000,00 €** |
| **7** | **Formations préparatoires aux habilitations de soudage oxyacéthylénique et au brasage capillaire fort** | **10 000,00 €** |
| **8** | **Formations préparatoires aux habilitations EPI, travaux en hauteur sur cordes et travaux en profondeur** | **15 000,00 €** |
| **9** | **Formations aux techniques de grimper et de déplacement en sécurité dans les arbres** | **8 000,00 €** |
| **10** | **Formations diplômantes au service de sécurité incendie et assistance aux personnes (SSIAP 1/2/3)** | **25 000,00 €** |
| **11** | **Formations diplômantes au service de sécurité incendie et assistance aux personnes (PSE 1&2)** | **8 000,00 €** |
| **12** | **Bilans de compétences** | **10 000,00 €** |
| **13** | **Formations aux opérations exposant à l’amiante sur des immeubles par nature ou par destination – Sous-section 4** | **15 000,00 €** |
| **14** | **Formation sécurité incendie et manipulation des extincteurs SSI (initial et recyclage)** | **100 000,00 €** |
| **15** | **Formation préventive aux gestes et postures** | **20 000,00 €** |

**Malgré le volume estimé des achats, la consultation se fera sous la forme de procédure adaptée, lancée en application des articles L2123-1, R2123-4 et s., R2131-7, R2132-1 et s, R2162-2, R2162-4 et R2162-13 et s. du Code de la commande publique.**

**En effet, les services de formation figurent dans la liste des services sociaux et autres services spécifiques (annexe n°3 du Code de la commande publique) pouvant être passés selon une procédure adaptée quelle que soit la valeur estimée du besoin en application de l’article R2123-1 du Code.**

**La forme des contrats sera l’accord-cadre mono-attributaire exécuté par l’émission de bons de commande sur la base de prix unitaires, sans engagement minimum de commandes et avec l’engagement maximum par lot défini dans le tableau ci-dessus : ce type de contrat correspond à l’ancienne notion de marché à bons de commandes.**

**Les accords-cadres prendront effet à compter de leur date de notification pour une durée d’un (1) an renouvelable trois (3) fois par reconduction expresse, soit une durée maximale de quatre (4) ans.**

L’acte constitutif de groupement de commandes précise notamment que :

* L’adhésion et le retrait d’un membre sont libres. L’adhésion peut intervenir à tout moment mais un nouveau membre ne saurait prendre part à un accord-cadre en cours au moment de son adhésion.
* Les membres communiquent au coordonnateur leurs besoins et assurent l’exécution des marchés ;
* Le coordonnateur est chargé d’élaborer les dossiers de consultation, de sélectionner les titulaires, de signer et notifier les contrats ;
* La commission chargée de rendre un avis sur l’attribution des accords-cadres sera celle du coordonnateur, la compétence décisionnelle étant dévolue au Président par délégation de l’assemblée délibérante du coordonnateur ;

Les membres s’engagent à assurer l’exécution et le règlement financier des accords-cadres dont ils sont partie prenante, avec le (ou les) attributaires(s) retenu(s).

À l'unanimité, le Conseil Municipal APPROUVE l’acte constitutif du groupement de commandes pour les services de formation professionnelle du personnel, ACCEPTE que le rôle de coordonnateur du groupement soit à la charge de GrandAngoulême et AUTORISE Monsieur Le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à ce dossier.

1. **Budget primitif 2022 – budget principal**

Après le débat d’orientations budgétaires qui s’est tenu le 8 février 2022, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le vote du budget primitif. Les pièces ci-jointes présentent les données financières de ce budget.

Monsieur le Maire présente le projet de budget primitif pour 2022.

Le budget est équilibré en section d’investissement à 2 051 875,75€ € et à 4 715 995,65€ € en section de fonctionnement.

À l'unanimité, le conseil Municipal APPROUVE ce budget.

1. **Budget primitif – budget annexe 2022 - « énergie photovoltaïque »**

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur le vote du budget primitif du budget annexe « énergie photovoltaïque ».

Monsieur le Maire présente le projet de budget primitif pour 2022.

Le budget est équilibré en section d’investissement à 6 392,66€ et à 4 446,73€ en section de fonctionnement.

À l'unanimité, le Conseil Municipal APPROUVE ce budget.

1. **Redevance d’occupation du domaine public 2022 – Droits de place**

Monsieur le Maire précise que le permis de stationnement autorise une occupation sans emprise dans le sous-sol du domaine occupé.

L'autorisation accordée donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé par le conseil municipal.

La création d’un tarif d’occupation du domaine public dans les cas ci-dessous est obligatoire. Préalablement, il est décidé que les tarifs ne s’appliqueront pas, conformément à l’article 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques :

- lorsque l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage, intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous ;

- lorsque l'occupation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même ;

- lorsque l'occupation contribue directement à assurer l'exercice des missions des services de l'Etat chargés de la paix, de la sécurité et de l'ordre publics ;

- lorsque l’occupation est réalisée par des associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal de bien vouloir adopter les montants des redevances d’occupation du domaine public calculées comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| **DROITS DE PLACE ROULLET SAINT-ESTEPHE** | |
|  |  |
| **MARCHES ET FOIRES ( par jour au ml sur profondeur maximale de 5 m)** | **TARIFS** |
| Réguliers | ***0,65 €*** |
| Occasionnels | ***1,00 €*** |
|  | |
| **CAMIONS MAGASINS (outillage …) : forfait** |  |
| Forfait 1/2 journée | ***50,00 €*** |
| Forfait Journée | ***100,00 €*** |
|  | |
| **DROITS DE PLACE Métiers des forains (pour la durée de la fête)** |  |
| **ET CIRQUES (pour 3 jours de représentation)** |  |
| Moins de 100 m2 : par m2 | ***1,10€ avec un plafond maximal de 88€*** |
| De 100 m2 à 200 m2 : base 100 | ***base 100 : 88,00€*** |
| +formule : base 100 + coefficient X (nombre de m2 - 100) | ***valeur coefficient: 0,30€*** |
| Plus de 200 m2 : base 200 | ***base 200 : 132,00€*** |
| +formule : base 200 + coefficient X (nombre de m2 - 200) | ***valeur coefficient: 0,10€*** |
|  |  |
| **DROITS DE PLACE POUR STATIONNEMENT DES CARAVANES pour la durée de** | ***30,00 €*** |
| **la fête foraine ( forfait comprenant 2 jours avant et 1 jour après la fête)/par caravanne** |
|  | |
| **DROIT DE PLACE POUR STATIONNEMENT DES CARAVANES en dehors des** | ***4,00 €*** |
| **jours compris dans le forfait/jour** |
| **JOUR DE PRESENCE SUPPLEMENTAIRE DES CIRQUES** | ***50 €*** |

À l'unanimité, le Conseil Municipal ADOPTE ces montants des redevances d’occupation du domaine public.

1. **Taxe foncière sur les propriétés non bâties – Dégrèvement de la taxe afférente aux parcelles exploitées par de jeunes agriculteurs**

Monsieur Le Maire expose les dispositions de l’article 1647-00 bis du code général des impôts permettant au Conseil Municipal d’accorder un dégrèvement de 50%, pour une durée qui ne peut pas excéder 5 ans, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties afférente aux parcelles exploitées par les jeunes agriculteurs qui bénéficient des aides à l’installation mentionnées à l’article D. 343-3 du code rural et de la pêche maritime.

Il rappelle que ce dégrèvement de 50%, soit la moitié de 30€/ha, est à la charge de la collectivité qui l’accorde et qu’il complète le dégrèvement de droit de 50% pris en charge par l’Etat.

À ce jour, 3 jeunes agriculteurs, exploitant plus de 5 ha, sont concernés, ce qui représente un faible coût pour la commune.

À l'unanimité, le Conseil Municipal DÉCIDE d’accorder le dégrèvement de 50% de la taxe foncière sur les propriétés non bâties afférente aux parcelles exploitées par les jeunes agriculteurs, DÉCIDE que ce dégrèvement est accordé pour une durée de 5 ans à compter du 1er janvier de l’année suivant celle de l’installation du jeune agriculteur et CHARGE Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

1. **Vote des taux de fiscalité 2022**

Monsieur Le Maire rappelle que dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale et de la suppression de la taxe d’habitation pour les résidences principales, les communes bénéficient depuis l’année 2021 du transfert du taux départemental de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Concernant le département de la Charente, ce taux pour l’année 2020 s’élevait à 22,89%.

Le nouveau taux de référence de taxe foncière sur les propriétés bâties pour la commune de Roullet St-Estèphe depuis 2021, est donc égal à 42,66%, correspondant à l’addition du taux 2020 de la commune, soit 19,77% et du taux 2020 du département, soit 22,89%.

Considérant que la commune entend poursuivre son programme d'équipements auprès de la population sans augmenter la pression fiscale. Monsieur le Maire propose de ne pas augmenter les taux d'imposition par rapport à 2021 et de les reconduire à l'identique sur 2022 soit :

• Foncier bâti = 19.77 % (part communale 2021) + 22,89% (part départementale 2021) = 42,66%

• Foncier non bâti = 46.82 %

Ces taux s'appliquent sur la base d'imposition déterminée par les services fiscaux de l'Etat, en fonction du bien immobilier, et connaît chaque année, une revalorisation forfaitaire nationale obligatoire fixée par la loi de finances. Pour 2022, la revalorisation nationale des bases locatives est de 1.034.

À l'unanimité, le Conseil Municipal FIXE les taux d'imposition 2022 de la manière suivante

• Foncier bâti = 42,66 %

• Foncier non bâti = 46.82 %

Et CHARGE Monsieur le Maire de procéder à la notification de cette délibération à l'administration fiscale.